



C/32/2

ORIGINAL : français

DATE : le 16 septembre 1998

UNION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES
GENÈVE

CONSEIL

Trente-deuxième session ordinaire
Genève, 28 octobre 1998

RAPPORT ANNUEL DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL POUR 1997

(Vingt-neuvième année)

I. COMPOSITION DE L'UNION

1. Le 8 janvier 1997, le Paraguay a déposé son instrument d'adhésion à l'Acte de 1978 de la Convention. Celui-ci est entré en vigueur à l'égard du Paraguay le 8 février 1997.
2. Le 8 juillet 1997, l'Équateur a déposé son instrument d'adhésion à l'Acte de 1978 de la Convention. Celui-ci est entré en vigueur à l'égard de l'Équateur le 8 août 1997.
3. Le 9 juillet 1997, le Mexique a déposé son instrument de ratification de l'Acte de 1978 de la Convention. Celui-ci est entré en vigueur à l'égard du Mexique le 9 août 1997.
4. Le 30 décembre 1997, la Trinité-et-Tobago a déposé son instrument d'adhésion à l'Acte de 1978 de la Convention. Celui-ci est entré en vigueur à l'égard de la Trinité-et-Tobago le 30 janvier 1998.
5. Au 31 décembre 1997, l'Union comprenait 34 États membres : Afrique du Sud, Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Chili, Colombie, Danemark, Équateur, Espagne, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Hongrie, Irlande, Israël, Italie, Japon, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Paraguay, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Royaume-Uni, Slovaquie, Suède, Suisse, Ukraine, Uruguay.

6. Conformément à l'article 32.3) de l'Acte de 1978, "tout État qui n'est pas membre de l'Union et qui n'a pas signé le présent Acte demande, avant de déposer son instrument d'adhésion, l'avis du Conseil sur la conformité de sa législation avec les dispositions du présent Acte". Une disposition similaire figure à l'article 34.3) de l'Acte de 1991.

7. Quatre demandes ont été déposées au cours de la période de référence :

a) par la République de Moldova, par lettre en date du 18 mars, sur la base de l'Acte de 1991;

b) par la Communauté européenne, par lettre en date du 1^{er} avril, sur la base de l'Acte de 1991;

c) par la Chine, par lettre en date du 25 avril, sur la base de l'Acte de 1978;

d) par le Maroc, par lettre en date du 25 avril, sur la base de l'Acte de 1991.

8. Lors de sa quatorzième session extraordinaire, tenue le 29 avril, le Conseil a examiné les textes législatifs des États et de l'organisation susmentionnés et pris, dans chaque cas, une décision positive.

Situation par rapport aux différents Actes de la Convention

9. Tous les États membres sont liés par l'Acte de 1978, à l'exception de la Belgique et de l'Espagne qui sont parties à l'Acte de 1961 modifié par l'Acte additionnel de 1972.

10. Le 18 décembre 1997, la Suède a déposé son instrument de ratification de l'Acte de 1991. Au 31 décembre 1997, le nombre d'instruments de ratification ou d'acceptation de cet Acte était de quatre (ils émanaient du Danemark, d'Israël, des Pays-Bas et de la Suède). Cinq sont nécessaires pour l'entrée en vigueur de cet Acte.

11. Selon l'article 30.2) de l'Acte de 1991, chaque État ou organisation intergouvernementale doit être en mesure, conformément à sa législation, de donner effet aux dispositions de cet Acte au moment du dépôt de son instrument d'accession.

12. En 1997, à la connaissance du Bureau de l'Union, l'Allemagne et la Suède ont adopté des lois pour adapter leur système de protection à l'Acte de 1991, ce qui porte à 11 le nombre des États membres actuels ayant des lois entièrement conformes à l'Acte de 1991, alors que six États non membres (et la Communauté européenne) étaient en mesure d'adhérer à tout moment à cet Acte. La plupart des autres États ont adopté des modifications allant dans le sens de cet Acte ou établi des projets de lois.

13. Le tableau qui figure à l'annexe du présent rapport résume la situation des divers États au regard des différents Actes de la Convention au 31 décembre 1997.

II. SECRÉTARIAT GÉNÉRAL (BUREAU DE L'UNION)

14. À sa trente et unième session ordinaire, tenue le 29 octobre 1997, le Conseil a décidé à l'unanimité de nommer M. Kamil Idris, ressortissant du Soudan comptant plus de 16 années d'expérience particulière dans le domaine de la propriété intellectuelle, Secrétaire général de l'UPOV pour un mandat de six ans expirant le 1^{er} décembre 2003. M. Idris a succédé le 1^{er} novembre 1997 à M. Arpad Bogsch, qui a assumé la fonction de Secrétaire général pendant 24 années.

15. Le 28 octobre, le Président du Conseil, M. Bill Whitmore (Nouvelle-Zélande) a offert un dîner, auquel ont participé quelque 80 personnes, en l'honneur de M. Arpad Bogsch. Le 25 novembre, un arbre, don de l'UPOV à la Ville de Genève, a été planté dans le parc du Musée de l'Ariana pour marquer les liens entre la Ville et l'UPOV et pour rendre hommage à M. Bogsch.

III. SESSIONS DU CONSEIL ET DE SES ORGANES SUBSIDIAIRES

Conseil

16. Le Conseil a tenu sa quatorzième session extraordinaire le 29 avril, sous la présidence de M. Bill Whitmore, pour répondre aux demandes d'avis formulées par la Chine, le Maroc, la République de Moldova et la Communauté européenne selon l'article 32.3) de l'Acte de 1978 ou l'article 34.3) de l'Acte de 1991.

17. Sur la base de travaux préparatoires du Comité consultatif, il a également adopté une décision formelle, sans l'avoir mise aux voix, une décision dont l'effet est que certains États pourront déposer un instrument d'adhésion à l'Acte de 1978 dans un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur de l'Acte de 1991, nonobstant ladite entrée en vigueur.

18. Le Conseil a tenu sa trentième et unième session ordinaire le 29 octobre, également sous la présidence de M. Bill Whitmore. Cette session a été suivie par des observateurs de 18 États non membres¹ et de neuf organisations internationales².

19. Lors de cette session, il a pris les principales décisions suivantes :

¹ Brésil, Bulgarie, Burkina Faso, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Égypte, Estonie, Grèce, Indonésie, Iraq, Panama, République de Corée, République de Moldova, Roumanie, Slovénie, Soudan, Thaïlande.

² Organisation mondiale du commerce (OMC), Communauté européenne (CE), Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), Association internationale d'essais de semences (ISTA), Association internationale pour la protection de la propriété industrielle (AIPPI), Association internationale des sélectionneurs pour la protection des obtentions végétales (ASSINSEL), Communauté internationale des obtenteurs de plantes ornementales et fruitières de reproduction asexuée (CIOFORA), Association des obtenteurs de variétés végétales de la Communauté économique européenne (COMASSO), Fédération internationale du commerce des semences (FIS).

a) Il a décidé à l'unanimité de nommer M. Kamil Idris Secrétaire général de l'UPOV pour un mandat de six ans expirant le 1^{er} décembre 2003; noté avec satisfaction que M. Idris ne souhaitait pas recevoir d'indemnité de l'UPOV; et décidé, conformément au voeu exprimé par M. Idris, que les fonds correspondant à l'indemnité seront affectés au financement d'activités intéressant plus particulièrement les pays en développement.

b) Il a rendu hommage à M. Arpad Bogsch pour sa contribution à la mise en place, au fonctionnement et au développement de l'Union au cours des 24 années précédentes.

c) Il a approuvé le rapport du Secrétaire général sur les activités de l'Union en 1996 et pris note du rapport sur les activités pendant les neuf premiers mois de 1997.

d) Il a adopté le programme et le budget de l'Union pour l'exercice biennal 1998-1999, ainsi que le barème des contributions des États membres; pris note, avec satisfaction, du plan à moyen terme pour les années 2000-2003; et renouvelé la désignation de la Suisse en tant que vérificateur des comptes de l'UPOV pour les années 1998 et 1999.

e) Il a approuvé les rapports sur l'état d'avancement des travaux de ses différents organes subsidiaires et établi ou approuvé leurs plans de travail pour l'année à venir.

f) Il a élu à l'unanimité, dans chaque cas pour un mandat de trois ans qui expirera à la fin de la trente-quatrième session ordinaire du Conseil, en 2000 :

- i) Ryusuke Yoshimura (Japon) Président du Conseil;
- ii) Karl Olov Öster (Suède) Vice-président du Conseil.

g) Il a reconduit M. Joël Guiard (France), pour une période d'un an, dans ses fonctions de Président du Groupe de travail sur les techniques biochimiques et moléculaires, notamment les profils d'ADN.

Comité consultatif

20. Le Comité consultatif a tenu sa cinquante-troisième session le 29 avril, sous la présidence de M. Bill Whitmore. Le Comité a entendu des rapports des représentants des États membres sur l'évolution de la situation concernant la mise en application de l'Acte de 1991 et a examiné la question de l'impossibilité d'adhérer à l'Acte de 1978 après l'entrée en vigueur de l'Acte de 1991, pour proposer la décision décrite au paragraphe 17 ci-dessus.

21. Le Comité consultatif a tenu sa cinquante-quatrième session le 28 octobre, sous la présidence de M. Bill Whitmore. Le Comité s'est essentiellement consacré à la préparation de la trente et unième session du Conseil.

Comité administratif et juridique

22. Le Comité administratif et juridique a tenu sa trente-septième session le 27 octobre, sous la présidence de M. H. Dieter Hoinkes (États-Unis d'Amérique). Cette session a été

suivie par des observateurs de sept États non membres³, de la Communauté européenne, de l'ASSINSEL et de la CIOFORA.

23. Le Comité a procédé à un échange de vues sur le réexamen, en 1999, de l'article 27.3.b) de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce ("Accord sur les ADPIC"), ainsi que sur l'interprétation des mots "expression des caractères résultant d'un certain génotype ou d'une certaine combinaison de génotypes" figurant dans les articles 1.vi) et 14.5)b) de l'Acte de 1991. S'agissant des dénominations variétales, il a conclu, en se fondant sur la *ratio legis* de l'article 20 de l'Acte de 1991, que les États plurilingues doivent également s'assurer que chaque variété est désignée par une dénomination unique sur leur territoire.

Comité technique

24. Le Comité technique ne s'est pas réuni en 1997, ensuite de la décision de le convoquer dorénavant, chaque année, au cours du printemps de l'hémisphère nord.

Groupes de travail techniques

25. Les Groupes de travail techniques ont tenu les sessions suivantes, en dehors de Genève, comme suit :

a) Le Groupe de travail technique sur les systèmes d'automatisation et les programmes d'ordinateur (TWC) a tenu sa quinzième session du 3 au 5 juin à Budapest (Hongrie), sous la présidence de M. J. Law (Royaume-Uni).

b) Le Groupe de travail technique sur les plantes ornementales et les arbres forestiers (TWO) a tenu sa trentième session du 1^{er} au 5 septembre à Svendborg (Danemark), sous la présidence de M. J. Barendrecht (Pays-Bas).

c) Le Groupe de travail technique sur les plantes fruitières (TWF) a tenu sa vingt-huitième session du 8 au 12 septembre à Wageningen (Pays-Bas), sous la présidence de M. C. Barnaby (Nouvelle-Zélande).

d) Le Groupe de travail technique sur les plantes agricoles (TWA) a tenu sa vingt-sixième session du 10 au 14 novembre à Montevideo (Uruguay), sous la présidence de M. A. Bould (Royaume-Uni).

e) Le Groupe de travail technique sur les plantes potagères (TWP) a tenu sa trente et unième session du 24 au 28 novembre à Valence (Espagne), sous la présidence de M. Baruch Bar-Tel (Israël).

³ Brésil, Burkina Faso, Inde, Kenya, République de Corée, Roumanie, Venezuela.

26. Un sous-groupe du Groupe de travail technique sur les plantes agricoles chargé d'examiner la révision des principes directeurs d'examen du tournesol s'est réuni les 16 et 17 juillet à Surgères (France).

27. Pour quatre de ces groupes, la tâche essentielle consiste à élaborer des principes directeurs d'examen. Des projets ont été soumis au Comité technique pour les taxons suivants : soja (version révisée) (TWA); abricotier japonais, néflier du Japon (TWF); *Bouvardia* (TWO); ciboule, mâche (version révisée), oignon (version révisée) et échalote, rhubarbe (version révisée) (TWV). Des projets à soumettre aux organisations professionnelles pour observations ont été élaborés les taxons suivants : seigle (version révisée), trèfle souterrain, tournesol (version révisée) (TWA); noyer (version révisée), poirier porte-greffe, pommier porte-greffe, vigne (version révisée) (TWF); *Cymbidium*, *Limonium*, *Ficus benjamina* (TWO); ail, aneth, gombo, pavot, poireau (version révisée), radis d'été, d'automne et d'hiver (version révisée), radis de tous les mois (version révisée) (TWV).

28. Le Groupe de travail technique sur les systèmes d'automatisation et les programmes d'ordinateur a pris note de la mise au point d'une version améliorée du programme DUST (permettant le traitement statistique des données recueillies dans le cadre de l'examen des variétés) écrit en fortran et d'un prototype de ce programme fonctionnant sous Windows.

Groupe de travail sur les techniques biochimiques et moléculaires, notamment les profils d'ADN

29. Ce Groupe de travail a tenu sa quatrième session à Cambridge (Royaume-Uni) du 11 au 13 mars, sous la présidence de M. Joël Guiard (France).

30. Lors de cette session, des exposés ont été présentés sur les résultats de recherches portant sur les espèces suivantes : azalée, colza, maïs, œillet, pêcher, pomme de terre, ray-grass, tomate. Les discussions ont essentiellement porté sur les possibilités et les conséquences de l'utilisation de méthodes d'analyse de l'ADN dans le cadre de l'examen des variétés aux fins de la protection. La prudence manifestée face aux nouvelles méthodes, à la fois par les services officiels et les obtenteurs, tient notamment au fait que les corrélations entre caractères morphologiques et marqueurs moléculaires sont peu nombreuses et au fait que ces nouvelles méthodes relèveraient de manière importante les exigences en matière d'homogénéité.

IV. SÉMINAIRES

31. Du 3 au 6 mars, l'UPOV a organisé, à Prague (République tchèque), un séminaire régional sur la protection des obtentions végétales en vertu de la Convention UPOV, en coopération avec le Ministère de l'agriculture de la République tchèque, principalement à l'intention des pays de l'Europe centrale et orientale. Les participants au séminaire venaient des États suivants : Autriche, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Estonie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Grèce, Hongrie, Islande, Lettonie, Norvège, Pays-Bas, Pologne, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Ukraine, Yougoslavie. L'Allemagne, la France, la Hongrie, les Pays-Bas, la

Pologne, la République tchèque et la Communauté européenne ont mis chacun un orateur à disposition; trois autres orateurs venaient du secteur privé.

32. Le 22 septembre, l'UPOV a organisé, à Brisbane (Australie), un atelier sur l'exercice des droits d'obtenteur par leurs titulaires, avec le concours du Ministère de l'agriculture, de la forêt et de la pêche du Japon et en collaboration avec le Bureau des droits d'obtenteur de l'Australie, l'Association pour les semences de l'Asie et du Pacifique (APSA) et l'Association de l'industrie des semences de l'Australie. Les participants à l'atelier venaient des États suivants : Argentine, Australie, Bangladesh, Chine (Région administrative spéciale de Hong Kong), Danemark, États-Unis d'Amérique, Fidji, Inde, Indonésie, Japon, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pays-Bas, Philippines, République de Corée, Royaume-Uni, Sri Lanka, Thaïlande, Tonga, Viet Nam. Les orateurs venaient des États suivants : Argentine, Australie, France, Japon, Suisse.

33. Du 17 au 19 décembre 1997, l'UPOV a organisé, à Ouagadougou (Burkina Faso), un séminaire régional sur la nature et la raison d'être de la protection des obtentions végétales en vertu de la Convention UPOV, en coopération avec le Gouvernement du Burkina Faso et l'Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI), et avec l'appui financier du Ministère de l'agriculture et de la pêche de la France. Les participants au séminaire venaient des États suivants, tous membres de l'Organisation africaine de la propriété intellectuelle : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Togo. Les orateurs venaient de la France et du Maroc, ainsi que de l'OAPI. Il est à relever que l'OAPI a entamé des travaux en vue de la révision de l'Accord de Bangui, une convention qui définit les normes juridiques applicables à la propriété industrielle, littéraire et artistique de manière uniforme sur le territoire de 14 États et établit un office commun dont le siège est à Yaoundé, et qu'il est prévu d'ajouter à cet Accord une annexe sur la protection des obtentions végétales.

34. Le 5 novembre, le Programme national des semences du Ministère de l'agriculture, de l'élevage et du développement rural de la Bolivie a organisé, en collaboration avec l'UPOV, un cours sur la protection des obtentions végétales à La Paz. Un fonctionnaire du Bureau de l'Union a présenté trois exposés à ce cours.

V. RELATIONS AVEC LES ÉTATS MEMBRES

35. Afrique du Sud. – Le 14 juillet, le Bureau de l'Union a reçu une visite de membres du Comité de la propriété intellectuelle du Parlement de l'Afrique du Sud, à savoir de M. Don M. Gumede, Président du Comité du commerce et de l'industrie, M. Ahmed Ally, M. Con Botha et M. T.E. Ntaopane.

36. Chili. – Le 16 mai, le Bureau de l'Union a reçu la visite de M. Raul Pellicer Navarro, du Tribunal de la propriété industrielle du Chili, lequel sera compétent pour les recours formés contre les décisions du Service de l'agriculture et de l'élevage (SAG), le service chargé de la protection des obtentions végétales au Chili.

37. Équateur. – Le 8 juillet, M. Luis Gallegos Chiriboya, Ambassadeur et Représentant permanent de l'Équateur à Genève, a rendu visite au Secrétaire général pour déposer l'instrument d'adhésion de l'Équateur à l'Acte de 1978 de la Convention.

38. Le 21 avril, le Bureau de l'Union a reçu la visite de M. Enrique Ponce Aray, un avocat participant aux travaux de rédaction d'un nouveau code de la propriété intellectuelle qui porterait aussi sur la protection des obtentions végétales.

39. Le 20 novembre, le Bureau de l'Union a reçu la visite de Mme Alba Cabrera, Responsable du Registre des variétés au Ministère de l'agriculture et de l'élevage de l'Équateur. Les discussions ont porté en particulier sur les besoins de l'Équateur en matière de formation.

40. Espagne. – Le 12 décembre, le Secrétaire général adjoint a envoyé des observations sur le projet de loi révisée sur la protection des obtentions végétales à M. Martín Fernández de Gorostiza, Sous-directeur général pour les semences et plants du Ministère de l'agriculture, de la pêche et des forêts de l'Espagne.

41. États-Unis d'Amérique. – Le 9 juin, le Secrétaire général adjoint s'est rendu au Département de l'agriculture des États-Unis d'Amérique, où il a rencontré : M. Lon Hatamiya, Administrateur du Service des marchés agricoles; M. Kenneth C. Clayton, Administrateur adjoint; M. Bill Franks, Directeur de la Division de la science et des techniques du service précité; et Mme Marsha Stanton, Directeur de l'Office de la protection des obtentions végétales. Ils ont discuté de l'évolution future probable de l'UPOV et de l'obligation de fournir une assistance technique aux pays en développement. Le Secrétaire général adjoint a ensuite rencontré des fonctionnaires du Service agricole pour l'étranger chargé de la coopération internationale pour le développement et des échanges scientifiques.

42. Le 10 juin, le Secrétaire général adjoint s'est rendu à l'Office des brevets et des marques des États-Unis, où il a rencontré M. H. Dieter Hoinkes, Conseiller principal, et Mme Mary C. Lee, Directeur adjoint de l'Unité des biotechnologies et de la chimie, ainsi que les examinateurs chargés des demandes de brevets de plantes et des demandes de brevets industriels portant sur des plantes.

43. Le 15 octobre, le Secrétaire général adjoint a reçu la visite de Mme Soching Tsai, Premier secrétaire, Affaires économiques internationales, Mission permanente des États-Unis d'Amérique à Genève, et lui a fourni des renseignements sur l'UPOV et ses activités.

44. France. – Le 21 janvier, le Secrétaire général adjoint a participé à une réunion avec M. Alain Perrin, Chef du Bureau de la sélection végétale et des semences, et avec M. Alby Schmitt, Chef du Bureau Afrique et Méditerranée du Service des relations internationales du Ministère de l'agriculture de la France. Étaient également présents Mlle Nicole Bustin, Secrétaire général du Comité de la protection des obtentions végétales, et M. François Burgaud, responsable des relations internationales au sein du Groupement national interprofessionnel des semences et plants (GNIS). Ils ont parlé de la possibilité de coopérer

en vue de fournir une assistance technique aux pays africains francophones en matière de protection des obtentions végétales.

45. Le 18 août, le Secrétaire général adjoint a écrit à M. Alain Perrin pour confirmer les dispositions prises par son ministère pour fournir une contribution financière à l'organisation d'un séminaire international qui s'est tenu ultérieurement à Ouagadougou (Burkina Faso).

46. Le 1^{er} octobre, le Secrétaire général adjoint a écrit à M. François Burgaud pour décrire le contexte général du séminaire précité.

47. Japon. – Le 15 août, le Secrétaire général adjoint s'est rendu au Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche du Japon, où il a rencontré M. Takashi Kato, Directeur général adjoint du Bureau de la production agricole, M. Ryusuke Yoshimura, Conseiller auprès du Ministre et Vice-président du Conseil de l'UPOV, et M. Shigemasa Kuromoto, Directeur de la Division des semences et plants du Ministère, ainsi que le personnel de la division. Dans la soirée, le Secrétaire général adjoint a été l'hôte d'un dîner offert par M. Heisan Koshibe, Président de Mikado Seed Growers et Président de l'Association japonaise du commerce des semences chargé des relations internationales.

48. Le 9 décembre, le Bureau de l'Union a reçu la visite de M. Makoto Tabata, ancien fonctionnaire de l'UPOV, maintenant chargé de la mise au point de politiques en matière de biotechnologie au sein du Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche du Japon.

49. Mexique. – Le 9 juillet, le Secrétaire général a reçu une lettre de M. Antonio de Icaza, Ambassadeur et Représentant permanent du Mexique à Genève, qui a annoncé la contribution du Mexique aux dépenses de l'Union et la liste des espèces protégées au Mexique, ce qui a parfait le dépôt, par le Mexique, de son instrument de ratification de l'Acte de 1978 de la Convention.

50. Les 11 et 12 novembre, un fonctionnaire du Bureau de l'Union a participé, à Mexico, à un Séminaire sur la propriété industrielle et la protection de la biotechnologie organisé par l'OMPI en coopération avec l'Institut mexicain de la propriété industrielle (IMPI), sous le patronage de plusieurs institutions mexicaines du domaine de l'environnement, et y a présenté un exposé.

51. Paraguay. – Le 8 janvier 1997, M. Eladio Loizaga Caballero, Ambassadeur et Représentant permanent du Paraguay à Genève, a déposé auprès du Secrétaire général l'instrument d'adhésion du Paraguay à l'Acte de 1978 de la Convention UPOV.

52. Le 18 février, un fonctionnaire du Bureau de l'Union a présenté la protection des obtentions végétales et l'UPOV à une délégation du Paraguay, composée de M. Miguel Abdón Saguier, Président du Sénat et du Congrès national, M. Victor Hugo Sánchez, Sénateur, M. Dario Peralta, Vice-ministre du commerce, M. Eladio Loizaga Caballero et M. Rigoberto Gauto, Ministre à la Mission permanente, à l'occasion de leur visite à l'OMPI.

53. Royaume-Uni. – Le 11 février, le Secrétaire général adjoint s'est rendu à l'Institut national de botanique agricole à Cambridge, où il a parlé de la possibilité d'organiser un cours de formation sur la protection des obtentions végétales, d'une durée de deux semaines, qui se tiendrait dans cet institut en mai 1998.

54. Le 14 mai, l'UPOV a reçu la visite de M. Simon Draper, Directeur adjoint de l'Institut national de botanique agricole, et a examiné avec lui l'organisation du cours précité.

55. Suède. – Le 18 décembre 1997, la Mme Kristin Lindqvist, Assistante de M. Jan Söderberg Représentant permanent adjoint de la Suède à Genève et Ministre (affaires économiques, OMC), a déposé l'instrument de ratification de l'Acte de 1991 de la Suède.

56. Ukraine (et Fédération de Russie). – Le 30 avril, un groupe de travail composé de représentants de la Fédération de Russie et de l'Ukraine s'est réuni à Genève pour élaborer un texte révisé, en langue russe, de l'Acte de 1991 de la Convention.

VI. RELATIONS AVEC LES ÉTATS ET LES ORGANISATIONS NON MEMBRES

États de l'Afrique du Nord et de l'Asie de l'Ouest

57. Algérie. – Le 4 avril, le Secrétaire général adjoint a écrit à M. Djenidi Bendaoud, Directeur général de l'Institut algérien de la propriété industrielle, pour lui communiquer des informations sur l'UPOV.

58. Le 28 août, le Secrétaire général adjoint a écrit à M. Omar Ait Ameer, Directeur des productions végétales au Ministère de l'agriculture de l'Algérie, pour lui fournir des informations sur la protection des obtentions végétales.

59. Le 30 septembre, le Secrétaire général adjoint a reçu la visite de M. Amar Bouhnik, Directeur de la propriété industrielle, Institut algérien de la propriété industrielle, et de M. Slimane Barouk, Conseiller au Ministère de l'industrie et de la restructuration de l'Algérie. Ils ont fait part de l'intérêt de leur pays pour l'organisation d'un séminaire national sur la protection des obtentions végétales en 1998 et pour l'établissement d'une loi nationale sur la protection des obtentions végétales.

60. Égypte. – Le 2 juin, le Secrétaire général adjoint a reçu la visite de M. Jussein Al Badrawy, Directeur du Département de la législation du Ministère de la justice de l'Égypte, de M. Ahmed Abdel Aziz Ezzat, Conseiller au Cabinet du Vice-ministre des affaires étrangères, et de M. Alaa Youssef, Troisième secrétaire à la Mission permanente de l'Égypte à Genève, et a examiné avec eux la Convention UPOV et la possibilité pour le Bureau de l'Union de fournir des avis sur un projet de loi.

61. Le 10 septembre, le Bureau de l'Union a envoyé un projet de traduction de la loi type de l'UPOV sur la protection des obtentions végétales en arabe à M. Salah Abdel Wanis, Sous-

secrétaire au Ministère de l'Agriculture et Chef de l'Administration centrale de l'examen et de la certification des semences de l'Égypte, en lui demandant de fournir ses observations éventuelles sur les expressions techniques utilisées dans la traduction.

62. Le 30 octobre, le Bureau de l'Union a reçu la visite de M. Salah Abdel Wanis, qui a remis un projet d'articles sur la protection des obtentions végétales à insérer dans un décret d'application de la loi sur les semences.

63. Émirats arabes unis. – Le 29 juillet, le Secrétaire général adjoint a écrit à M. Jaafar Al-Fardan, Sous-secrétaire d'État aux affaires industrielles, Ministère des finances et de l'industrie des Émirats arabes unis, et lui a fourni des renseignements sur l'UPOV et la protection des obtentions végétales.

64. Maroc. – Les 24 et 25 mars, le Secrétaire général adjoint a participé, à Rabat, à un colloque sur la protection des obtentions végétales qui était parrainé par l'USAID, le Domaine agricole et la Direction de la protection des végétaux, des contrôles techniques et de la répression des fraudes (DPVCTRF) du Ministère marocain de l'agriculture, de l'équipement et de l'environnement et avait été organisé par le DPVCTRF et le Programme de biotechnologie agricole en vue d'une productivité durable (ABSP) de l'Université de l'État du Michigan (États-Unis d'Amérique). Il a présenté un exposé liminaire sur l'UPOV et la protection des obtentions végétales et un second exposé sur l'évolution internationale en matière de protection des obtentions végétales.

65. Le 10 septembre, le Bureau de l'Union a envoyé un projet de traduction de la loi type de l'UPOV sur la protection des obtentions végétales en arabe à M. Mohamed Tourkmani, Chef du Service du contrôle des semences et plants du Ministère de l'agriculture, de l'équipement et de l'environnement du Maroc, en lui demandant de fournir ses observations éventuelles sur les expressions techniques utilisées dans la traduction.

États de l'Afrique subsaharienne et OAPI

66. Burkina Faso. – Les 11 et 12 avril, le Secrétaire général adjoint s'est rendu au Burkina Faso à l'invitation de M. Ablassé Ouedraogo, Ministre des affaires étrangères de ce pays. Il y a rencontré des fonctionnaires du Ministère des affaires étrangères et du Ministère des enseignements secondaire et supérieur et de la recherche scientifique. Il s'est rendu au Centre national de la recherche scientifique et technologique, au Ministère de l'environnement et de l'eau et a fait plusieurs exposés sur le rôle de la protection des obtentions végétales et sur les fonctions de l'UPOV.

67. Le 27 octobre, le Bureau de l'Union a reçu la visite de M. Der Kogda, Chef du service de l'ONU et des institutions spécialisées du Ministère des affaires étrangères du Burkina Faso, et a examiné avec lui les détails de l'organisation du séminaire qui s'est tenu ultérieurement à Ouagadougou.

68. Burundi. – Le 17 octobre, le Secrétaire général a écrit à M. Damase Ntiranyihagira, Ministre de l'agriculture et de l'élevage du Burundi, pour lui fournir des informations sur la protection des obtentions végétales et l'UPOV.

69. Éthiopie. – Le 27 janvier, le Secrétaire général adjoint a écrit à M. Getachew Mengiste, Chef du Département des brevets, du transfert des techniques et du développement, relevant de la Commission pour la science et la technologie de l'Éthiopie, pour lui communiquer des informations concernant la Convention UPOV.

70. Ghana. – Du 7 au 9 avril, le Secrétaire général adjoint s'est rendu à Accra où il a rencontré Mme Elizabeth Owiredu-Gyampoh, Directrice par intérim de l'enregistrement; M. W.S. Alhassan, Directeur du Conseil pour la recherche scientifique et industrielle; M. J.C. Norman, Sous-directeur général chargé de la recherche pour l'agriculture, les forêts et la pêche dudit conseil; M. O.B. Hemang, Directeur du secteur agriculture de l'Institut des recherches phytotechniques, à Kumasi; M. V.K. Ocran, Chef du Service national des semences au Département des services phytotechniques du Ministère de l'alimentation et de l'agriculture; M. B. Asafo-Adjei, sélectionneur de légumineuses, et M. Badu-Apraku, obtenteur de céréales, tous deux de l'Institut des recherches phytotechniques à Kumasi. Le Secrétaire général adjoint s'est rendu à l'institut, à Kumasi; il a également rencontré M. Tony van Gastel, Chef d'équipe et Coordonnateur pour les semences du projet de production et de commercialisation des semences pour l'Afrique de l'Ouest, dont le siège est au Ghana et qui vise à contribuer à répondre aux besoins des pays anglophones et francophones de l'Afrique de l'Ouest en matière de développement de l'industrie des semences.

71. Kenya. – Le 22 mai, le Secrétaire général a écrit au gouvernement du Kenya pour l'informer de la décision du Conseil de l'UPOV au sujet des États qui ont reçu un avis du Conseil avant la "clôture" de l'Acte de 1978.

72. Madagascar. – Le 28 janvier, le Secrétaire général adjoint a écrit à M. Félix Rajaomazava, Secrétaire général du Ministère de la recherche appliquée au développement de Madagascar, pour lui communiquer des informations sur la protection des obtentions végétales.

73. Malawi. – Le 2 septembre, le Secrétaire général adjoint a écrit au Secrétaire à l'agriculture et l'irrigation du Malawi en réponse à une demande d'information sur l'UPOV et la Convention UPOV.

74. Maurice. – Le 18 août, le Secrétaire général adjoint a reçu la visite de Mme Usha Dwarka-Canabady, Ministre-conseiller et Représentant permanent adjoint de Maurice à Genève, qui a demandé des renseignements sur l'UPOV.

75. Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI). – Le 18 avril, le Directeur général de l'OMPI a envoyé à M. Albert Makita Mbama, Administrateur délégué de l'OAPI, des projets de textes pour la révision de l'Accord de Bangui et, en particulier, un projet d'annexe relative à la protection des obtentions végétales établi par le Bureau de l'Union.

76. Le 30 septembre, le Secrétaire général adjoint a reçu la visite de M. Anthioumane N'Diaye, Directeur général, et de M. Faouly Bangoura, Directeur de la propriété intellectuelle de l'OAPI. Ils ont discuté de l'extension de l'Accord de Bangui à la protection des obtentions végétales et de la participation de représentants de l'OAPI au séminaire qui s'est tenu ultérieurement à Ouagadougou.

77. Ouganda. – Le 29 octobre, le Secrétaire général adjoint a écrit à M. Alfonse Oseku, Ambassadeur et Représentant permanent de l'Ouganda à Genève, et lui a fourni des informations sur l'UPOV.

États de l'Amérique latine et des Caraïbes

78. Relations avec plusieurs États. – Le 22 mai, le Secrétaire général a écrit aux gouvernements de la Bolivie, de l'Équateur, du Panama et de la Trinité et Tobago pour les informer de la décision du Conseil de l'UPOV au sujet des États qui ont reçu un avis du Conseil avant la "clôture" de l'Acte de 1978.

79. Bolivie. – Le 17 septembre, le Secrétaire général a fait savoir à la Mission permanente de la Bolivie à Genève que la Résolution secrétariale No 064/96 du 9 août 1996 prise pour l'application de la Décision No 345 du Conseil de l'Accord de Carthagène était entièrement conforme aux Actes de 1978 et 1991 de la Convention et que la Bolivie était en mesure d'adhérer à l'UPOV sur la base de ces Actes.

80. Du 5 au 7 novembre, un fonctionnaire du Bureau de l'Union a participé, à La Paz, à la onzième table ronde nationale sur les semences .

81. Brésil. – Le 27 juin, le Bureau de l'Union a reçu la visite d'un groupe de personnalités du Brésil chargées de la mise au point de la législation nationale sur la protection des obtentions végétales : Mme Maria José Amstalden Sampaio; Mme Elza Angela Battaglia Brito da Cunha, Juriste et Directeur exécutif; M. José Rozalvo Andrigueto, Directeur général de la production des semences, tous trois de l'Entreprise brésilienne de recherche agronomique (EMBRAPA); M. Manoel Olímpio de Vasconcelos Neto, Coordonateur, Ministère de l'agriculture et de l'alimentation; et M. José Neumar Francelino, Directeur de projet au sein du même ministère.

82. Costa Rica. – Le 5 septembre, le Bureau de l'Union a reçu la visite de M. Luis Antonio Martinez Ramirez, Président de la Commission de l'environnement, et M. Orlando Gonzalez Villalobos, membre de la Commission pour le développement de l'agriculture et de l'élevage, de l'Assemblée législative du Costa Rica.

83. Le 13 octobre, le Secrétaire général a écrit à Mme Ana Lorena Guevara, Directeur exécutif de l'Office national des semences du Costa Rica, pour marquer l'accord de l'UPOV sur l'organisation d'un séminaire régional sur la protection des obtentions végétales à l'intention des pays hispanophones de l'Amérique centrale et des Caraïbes.

84. République dominicaine. – Le 29 mai, le Bureau de l'Union a reçu la visite de Mme Zoila Gonzalez de Gutiérrez, Directeur du Département de la planification environnementale, Secrétariat technique de la présidence de la République dominicaine, et de Mme Jocaste Valenzuela, Conseiller juridique du Département, et leur a fourni des informations sur l'UPOV et la protection des obtentions végétales.

85. Trinité-et-Tobago. – Le 21 mars, le Secrétaire général adjoint a écrit à Mme Mazina Kadir, Directrice adjointe de l'enregistrement à Trinité-et-Tobago, en lui proposant des dates en décembre 1997 pour l'organisation d'un séminaire sur la protection des obtentions végétales à Port of Spain.

86. Le 1^{er} octobre, le Secrétaire général adjoint a reçu la visite de Mme Mazina Kadir et a examiné avec elle les détails de l'organisation du séminaire précité.

87. Le 13 novembre, le Bureau de l'Union a reçu un appel de M. Malcolm Spence, Examineur technique principal, Office de la propriété intellectuelle, au sujet des formalités à remplir par la Trinité-et-Tobago, pour l'adhésion à l'UPOV.

88. Le 30 décembre, M. Trevor Spencer, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire et Représentant permanent de la Trinité-et-Tobago à Genève, a déposé l'instrument d'adhésion de la Trinité-et-Tobago à l'Acte de 1978 de la Convention.

États de l'Asie et du Pacifique

89. Bangladesh. – Les 23 et 24 septembre, dans le cadre de la conférence annuelle de l'Association pour les semences de l'Asie et du Pacifique (APSA), à Brisbane (Australie), le Secrétaire général adjoint a eu des entretiens avec M. M. Nurul Islam, Directeur général (semences) au Ministère de l'agriculture du Bangladesh.

90. Chine. – Le 14 mars, le Secrétaire général adjoint a reçu la visite de M. Duan Ruichun, Directeur général de la conférence de travail sur la propriété intellectuelle à l'Office du Conseil d'État, et de M. Jia Mingru, Directeur général du Département de l'éducation, des sciences, de la culture et de la santé publique au Bureau des affaires législatives du Conseil d'État, avec lesquels il s'est entretenu sur le projet de règlement de la République populaire de Chine sur la protection des obtentions végétales et la marche à suivre pour demander l'avis du Conseil de l'UPOV sur la conformité de ce règlement avec la Convention UPOV.

91. Le 27 mars, le Secrétaire général adjoint a écrit à M. Jia Mingru et lui a adressé la traduction en anglais du projet de règlement de la République populaire de Chine sur la

protection des obtentions végétales, ainsi que la version provisoire du document qui allait être soumis au Conseil pour avis à sa session du 29 avril.

92. Le 1^{er} avril, le Bureau de l'Union a été informé par Mme Hang Sanba, Chef de division au Département des sciences et des techniques rurales qui relève de la Commission d'État pour les sciences et les techniques de la Chine, que le règlement avait été signé par le Premier ministre, M. Li Peng, et promulgué.

93. Du 10 au 13 août, le Secrétaire général adjoint et M. Henning Kunhardt, *Leitender Regierungsdirektor*, Office fédéral des variétés de l'Allemagne, étaient en Chine, sur l'invitation du Gouvernement chinois, pour discuter du règlement d'application du règlement sur la protection des obtentions végétales. Ils ont rencontré M. Zhou Kaizhong, Directeur adjoint du Département des sciences, des techniques et des normes de qualité du Ministère de l'agriculture, et les membres d'un groupe de travail chargé de la mise en oeuvre du règlement, qui est entré en vigueur le 1^{er} octobre 1997. Ils ont également rencontré, au siège de la Commission d'État pour les sciences et les techniques de la Chine M. Duan Ruichan, M. Jia Mingru et Mme Hang Sanba. Ils ont examiné les progrès accomplis depuis la réunion consultative avec des fonctionnaires du Bureau du Conseil d'État pour les affaires législatives tenue en juin 1996, ainsi que la procédure d'adhésion de la Chine et de la Région administrative spéciale chinoise de Hong Kong à l'Acte de 1978 de la Convention.

94. Inde. – Le 20 mars, le Bureau de l'Union a communiqué à M. Dilip Sinha, Conseiller à la Mission permanente de l'Inde à Genève, à sa demande, les observations du Bureau sur les grandes lignes d'un projet de loi indien sur la protection des obtentions végétales.

95. Le 2 mai, le Secrétaire général adjoint a reçu la visite de M. Hemant Krishan Singh, Représentant permanent adjoint de l'Inde à Genève, et de M. Dilip Sinha et leur a remis une copie de la décision prise par le Conseil de l'UPOV au sujet du dépôt d'un instrument d'adhésion à l'Acte de 1978 par des États qui ont reçu un avis du Conseil sur la conformité de leur législation audit Acte.

96. Indonésie. – Le 21 mars, le Secrétaire général adjoint a écrit à M. Bambang Kesowo, Vice-secrétaire du Cabinet du Bureau de la Présidence de l'Indonésie, sur la procédure à suivre pour demander l'avis du Conseil de l'UPOV sur la conformité de la législation du pays avec la Convention UPOV.

97. Les 23 et 24 septembre, dans le cadre de la conférence annuelle de l'Association pour les semences de l'Asie et du Pacifique (APSA), à Brisbane (Australie), le Secrétaire général adjoint a eu des entretiens avec M. M. Munawir, Directeur du développement des semences, Direction générale de la production alimentaire et de l'horticulture, Ministère de l'agriculture de l'Indonésie.

98. Philippines. – Les 23 et 24 septembre, dans le cadre de la conférence annuelle de l'Association pour les semences de l'Asie et du Pacifique (APSA), à Brisbane (Australie), le Secrétaire général adjoint a eu des entretiens avec M. Nerius I. Roperus, Directeur du Bureau de l'industrie des plantes des Philippines.

99. République de Corée. – Le 12 septembre, le Secrétaire général adjoint a écrit à M. Keun Jin Choi, du Bureau national de la production et de la distribution des semences de la République de Corée, et lui a transmis les observations du Bureau de l'Union sur la conformité de la loi sur l'industrie des semences de son pays avec l'Acte de 1991 de la Convention.

100. Le 30 octobre, le Secrétaire général adjoint a reçu la visite de M. Chong Seo Park, Sous-directeur de la Division des plantes potagères du Ministère de l'agriculture et des forêts, qui a fait rapport sur les intentions du Gouvernement de la République de Corée quant à la modification de la loi sur l'industrie des semences ainsi que de la loi sur les brevets.

101. Viet Nam. – Le 27 juin, le Secrétaire général adjoint a écrit à M. Pham Dong Quang, Directeur adjoint du Centre national d'évaluation des variétés et de certification des semences du Viet Nam, pour répondre à des questions sur la protection des obtentions végétales.

États et organisations de l'Europe et de l'Asie centrale

États en transition vers l'économie de marché

102. Azerbaïdjan. – Le 14 février, à l'occasion de la session de l'Académie de l'OMPI organisée à l'intention des pays de la Communauté des États indépendants, le Secrétaire général adjoint a appris que l'Azerbaïdjan venait d'adopter une loi sur la protection des obtentions végétales.

103. Bulgarie. – Le 10 octobre, le Secrétaire général adjoint a écrit à M. Zhivko Kunovsky, Directeur de la Commission d'État pour l'examen des variétés de la Bulgarie, au sujet des mesures à prendre pour l'adhésion de la Bulgarie à l'UPOV.

104. Fédération de Russie. – Le 18 février, le Secrétaire général adjoint s'est entretenu de l'adhésion de la Fédération de Russie à la Convention UPOV avec M. Alexander E. Baykin, Sous-directeur du Département juridique du Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie.

105. À l'occasion du séminaire de Prague, tenu du 3 au 5 mars, le Secrétaire général adjoint et un fonctionnaire de l'Union ont eu un échange de vues avec M. Vitali N. Alexashov, Président de la Commission d'État de la Fédération de Russie pour les essais et la protection des obtentions, sur la protection des obtentions végétales et les liens entre, d'une part, l'UPOV et sa Convention et, d'autre part, la Fédération de Russie.

106. Le 30 avril, un groupe de travail composé de représentants de la Fédération de Russie et de l'Ukraine s'est réuni à Genève pour élaborer un texte révisé, en langue russe, de l'Acte de 1991 de la Convention.

107. République kirghize. – Le 15 juillet, le Secrétaire général adjoint a reçu une visite de M. Roman Omorov, Directeur de l'Office national de la propriété intellectuelle de la République kirghize, qui a annoncé que le projet de loi sur la protection des obtentions végétales était maintenant devant le Parlement.

108. République de Moldova. – À l'occasion du séminaire de Prague, tenu du 3 au 5 mars, le Secrétaire général adjoint et un fonctionnaire de l'Union ont eu un échange de vues avec M. Dimitry Brynzila, Président de la Commission d'État pour l'examen et l'enregistrement des variétés végétales de la République de Moldova, sur la protection des obtentions végétales et les liens entre, d'une part, l'UPOV et sa Convention et, d'autre part, la République de Moldova.

109. Le 1^{er} octobre, le Secrétaire général adjoint a reçu la visite de M. Eugen M. Stashkov, Directeur général de l'Office d'État pour la protection de la propriété industrielle de la République de Moldova, et de M. Daniliuk, Premier Vice-directeur général, et a examiné avec eux les mesures à prendre pour l'adhésion de la République de Moldova à l'UPOV.

110. Le 30 octobre, le Secrétaire général adjoint a reçu la visite de M. Dimitry Brynzila, qui a fait rapport sur l'état d'avancement de l'adhésion de la République de Moldova à l'UPOV.

Autres États et organisations

111. Chypre. – Le 18 février, le Secrétaire général adjoint a écrit à M. Sotirios Zackheos, Ambassadeur et Représentant permanent de Chypre à Genève, pour lui communiquer des informations sur la Convention UPOV.

112. Communauté européenne (CE). – Les 23 et 24 septembre, un fonctionnaire du Bureau de l'Union a participé à la réunion d'évaluation des essais comparatifs de la CE pour la tomate, à Roelofarendsveen (Pays-Bas).

113. Le 9 octobre, le Secrétaire général adjoint a participé à une session du Conseil d'administration de l'Office communautaire des variétés végétales (OCVV), à Angers (France).

114. Les 16 et 17 octobre, un fonctionnaire du Bureau de l'Union a participé à la réunion d'évaluation des essais comparatifs de la CE pour le maïs, à Vienne (Autriche).

115. Le 23 octobre, le Secrétaire général adjoint a participé à la réunion d'évaluation des essais comparatifs de la CE pour le rosier, à Antibes (France).

116. Les 17 et 18 décembre, un fonctionnaire du Bureau de l'Union a participé à une session du Conseil d'administration de l'OCVV, à Angers.

117. Croatie. – À l'occasion du Séminaire de Prague, tenu du 3 au 5 mars, le Secrétaire général adjoint et un fonctionnaire de l'Union ont eu un échange de vues avec M. Ivan

DurkiΔ, Chef du Département des semences de l'Institut d'agriculture d'Osijek, et M. Vinko Kozumplik, professeur à la Faculté d'agronomie de l'Université de Zagreb, sur la protection des obtentions végétales et les liens entre, d'une part, l'UPOV et sa Convention et, d'autre part, la Croatie.

118. Le 29 octobre, en marge de la trente et unième session ordinaire du Conseil, le Bureau de l'Union a eu des entretiens avec les représentants de la Croatie (Mme Kruna Eermak-Horbec, Conseiller au Ministère de l'agriculture et Secrétaire de la Commission des variétés, et M. Ivan DurkiΔ) au sujet de l'adhésion de la Croatie à l'UPOV. Ceux-ci ont remis un texte révisé du projet de loi sur la protection des obtentions végétales.

119. Estonie. – À l'occasion du Séminaire de Prague, tenu du 3 au 5 mars, le Secrétaire général adjoint et un fonctionnaire de l'Union ont eu un échange de vues avec Mme Pille Ardel, Chef de département à l'Inspection des essais de semences et des obtentions de l'Estonie, sur la protection des obtentions végétales et les liens entre, d'une part, l'UPOV et sa Convention et, d'autre part, l'Estonie.

120. Le 29 octobre, en marge de la trente et unième session ordinaire du Conseil, le Bureau de l'Union a eu des entretiens avec Mme Pille Ardel au sujet de l'adhésion de l'Estonie à l'UPOV.

121. Grèce. – Le 26 mars, le Bureau de l'Union a reçu la visite de Mme Marina Hondropolou, Premier secrétaire à la Mission permanente de la Grèce à Genève, et lui a fourni des informations sur la situation de la Grèce par rapport à l'UPOV.

122. Lettonie. – À l'occasion du Séminaire de Prague, tenu du 3 au 5 mars, le Secrétaire général adjoint et un fonctionnaire de l'Union ont eu un échange de vues avec Mme Iveta Ozolina, haut fonctionnaire du Conseil national pour les variétés végétales de la Lettonie, sur la protection des obtentions végétales et les liens entre, d'une part, l'UPOV et sa Convention et, d'autre part, la Lettonie.

123. Le 10 juillet, le Bureau de l'Union a écrit à Mme Iveta Ozolina au sujet de la procédure d'adhésion à l'UPOV.

124. Slovénie. – Le 29 octobre, en marge de la trente et unième session ordinaire du Conseil, le Bureau de l'Union a eu des entretiens avec M. Jože Ilerič, Secrétaire de la Commission slovène des variétés, au sujet de l'adhésion de la Slovénie à l'UPOV.

125. Turquie. – Les 20 et 21 février, le Secrétaire général adjoint a participé, à Kusadasi, à la Conférence *Seed World and Turkey in the 2000's*, qui était organisée par l'Association turque de l'industrie des semences. Il a parlé de l'organisation de l'UPOV et du rôle qu'elle joue dans le secteur des semences dans le monde. La réunion a été pour lui l'occasion de s'entretenir avec M. Tugrul Balikcioglu, Directeur du Département de l'agriculture du Ministère de l'agriculture, et avec M. Bahattin Bozkurt, Directeur du Centre d'enregistrement

et de certification des semences, qui l'ont informé des progrès accomplis dans l'élaboration d'une loi sur la protection des obtentions végétales conforme à l'Acte de 1991.

126. Yougoslavie. – À l'occasion du Séminaire de Prague, tenu du 3 au 5 mars, le Secrétaire général adjoint et un fonctionnaire de l'Union ont eu un échange de vues avec M. Jan Kišgeci, Directeur de l'Institut fédéral pour les ressources génétiques végétales et animales de la Yougoslavie, sur la protection des obtentions végétales et les liens entre, d'une part, l'UPOV et sa Convention et, d'autre part, la Yougoslavie.

VII. RELATIONS AVEC LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Organisations gouvernementales et semi-gouvernementales

127. Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI). – Le 14 février, le Secrétaire général adjoint a présenté un exposé sur la protection des obtentions végétales à la session de l'Académie de l'OMPI organisée à l'intention des pays de la Communauté des États indépendants.

128. Le 2 juin, le Secrétaire général adjoint a fait un exposé sur l'UPOV et la Convention UPOV à l'Académie de l'OMPI pour les pays africains, arabes et des Caraïbes.

129. Le 30 juin, un fonctionnaire du Bureau de l'Union a présenté un exposé sur l'UPOV et la protection des obtentions végétales à la session de l'Académie de l'OMPI pour les pays francophones.

130. Le 19 novembre, le Secrétaire général adjoint a fait un exposé sur l'UPOV et la Convention UPOV à l'Académie de l'OMPI pour les pays arabes.

131. l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). – Du 19 au 25 mai, un fonctionnaire du Bureau de l'Union a participé à la septième session de la Commission (de la FAO) des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture, à Rome.

132. Le 5 novembre, le Secrétaire général adjoint a écrit à M. Henri Carsalade, Sous-directeur général de la FAO, au sujet de l'assistance que la FAO avait été priée de fournir au Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique s'agissant des informations à fournir à la Conférence des parties par l'intermédiaire de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques.

133. Du 1^{er} au 5 décembre, le Secrétaire général adjoint a participé à la quatrième session extraordinaire de la Commission (de la FAO) des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture, à Rome.

134. Organisation mondiale du commerce (OMC). – Le 8 septembre, le Bureau de l'Union a envoyé à Mme Carmen Luz Guarda, Ambassadrice et Présidente du Conseil des ADPIC (de l'OMC), un document sur les programmes de coopération technique et financière de l'UPOV dans le domaine de la propriété intellectuelle.

135. Le 19 septembre, un fonctionnaire du Bureau de l'Union a participé à la session du Conseil des ADPIC.

136. Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). – Le 20 janvier, le Secrétaire général adjoint a participé, à Paris (France), à une réunion d'un groupe de travail du Comité des échanges de l'OCDE, à Paris, au cours de laquelle a été examiné un projet de questionnaire sur les pratiques en matière de propriété intellectuelle dans le domaine de la biotechnologie.

137. Le 13 février, le Bureau de l'Union a reçu Mme Carliene Brenner, chercheur au Centre de développement de l'OCDE, qui voulait avoir des informations sur les conséquences de la protection de la propriété intellectuelle pour le transfert des techniques agricoles vers les pays en développement.

138. Les 18 et 19 juin, un fonctionnaire du Bureau de l'Union a participé, à Paris, à la réunion annuelle des représentants des autorités nationales désignées, chargées de la mise en oeuvre des systèmes de l'OCDE pour la certification variétale des semences destinées au commerce international.

139. Secrétariat du Commonwealth. – Le 7 février, le Secrétaire général adjoint s'est rendu au Secrétariat du Commonwealth à Londres (Royaume-Uni), où il a rencontré M. Peter de Groot, de la Division des sciences et des techniques, et M. Rodney Harris, de la Division des affaires juridiques et constitutionnelles, avec lesquels il a parlé d'une éventuelle coopération en matière d'assistance technique pour l'application des lois protégeant les obtentions végétales.

140. Le 12 novembre, le Secrétaire général adjoint a reçu la visite de M. Kosi Latu, Directeur adjoint de la Division des affaires juridiques et constitutionnelles du Secrétariat du Commonwealth, et de M. Rodney Harris.

141. Association internationale d'essais de semences (ISTA). – Le 13 mars, le Secrétaire général adjoint a rencontré, à l'Institut national de botanique agricole, à Cambridge (Royaume-Uni), M. Simon Draper, Directeur adjoint de cet institut, M. Bernard Le Buanec, Secrétaire général de l'ASSINSEL et de la FIS, et M. Heinz Schmid, Secrétaire général de l'ISTA. Ils se sont entretenus sur la Conférence mondiale sur les semences qui devrait se tenir à Cambridge en 1999 pour marquer le soixante-quinzième anniversaire de la fondation de l'ISTA.

142. Le 13 mai, l'UPOV a accueilli la première réunion du Comité d'organisation de la Conférence mondiale sur les semences.

143. Le 15 septembre, le Secrétaire général adjoint a participé, à Cambridge (Royaume-Uni), à une réunion du Comité d'organisation de la Conférence mondiale sur les semences.

144. Le 12 décembre, l'UPOV a accueilli une réunion du Comité d'organisation de la Conférence mondiale sur les semences.

Organisations non gouvernementales

145. Association internationale pour la protection de la propriété industrielle (AIPPI). – Du 20 au 24 avril, le Secrétaire général adjoint a participé à la célébration, à Vienne, du centenaire de l'AIPPI. Il a également participé à des sessions du Comité exécutif de l'Association.

146. Association pour les semences de l'Asie et du Pacifique (APSA). – Les 23 et 24 septembre, le Secrétaire général adjoint a participé à *Asian Seed '97*, la conférence annuelle de l'Association pour les semences de l'Asie et du Pacifique (APSA), à Brisbane. Il a lu un message de l'UPOV lors de la session inaugurale.

147. Association internationale des sélectionneurs pour la protection des obtentions végétales (ASSINSEL) et Fleuroselect. – Le 14 février, le Secrétaire général adjoint a rencontré M. Bernard Le Buanec, Secrétaire général de l'ASSINSEL, et M. Marcel Bartels, Directeur de Fleuroselect, une organisation d'obteneurs et de distributeurs de semences de fleurs. Il a été question de l'intérêt des sélectionneurs de variétés ornementales reproduites par semences pour la protection des obtentions végétales, et des moyens d'y répondre efficacement à l'avenir.

148. ASSINSEL et Fédération internationale du commerce des semences (FIS). – Du 25 au 30 mai, le Secrétaire général adjoint a participé, à Stockholm, aux congrès mondiaux de l'ASSINSEL et de la FIS.

149. Communauté internationale des obtenteurs de plantes ornementales et fruitières de reproduction asexuée (CIOPORA). – Le 30 octobre, le Bureau de l'Union a reçu une délégation de la CIOPORA composée de M. Omer Schneider, Président, M. René Royon, Secrétaire général, M. Peter Ilsink, M. Wilhelm Kordes, Mme Frédérique Royon et M. Hans Wicki.

150. Fleuroselect. – Les 7 et 8 juillet, le Secrétaire général adjoint a participé, à Naples (Italie), à la réunion annuelle de Fleuroselect. Il a présenté un exposé sur la protection des obtentions végétales et les plantes ornementales reproduites par semences.

VIII. AUTRES ACTIVITÉS DE RELATIONS EXTÉRIEURES

151. Les 1^{er} et 2 avril, un fonctionnaire du Bureau de l'Union a présenté des exposés, à Wageningen (Pays-Bas), dans le cadre d'un cours international sur la protection des obtentions végétales organisé par le Centre de recherches pour l'amélioration et la reproduction des plantes (CPRO-DLO) du 1^{er} au 11 avril.

152. Du 4 au 6 juin, le Secrétaire général adjoint a participé à un atelier intitulé "Droits de propriété intellectuelle III", portant sur l'accès aux ressources génétiques mondiales et les droits de propriété relatifs à ces ressources, et organisé par la Société américaine de phytotechnie, la Société américaine d'agronomie et la Société américaine d'horticulture, à Washington, D.C. (États-Unis d'Amérique).

153. Le 10 juin, le Secrétaire général adjoint a rencontré M. Dean Urmston, Vice-président exécutif de l'Association américaine du commerce des semences (ASTA), et M. Leslie C. Cahill, Vice-président chargé des affaires gouvernementales.

154. Le 12 juin, le Secrétaire général adjoint s'est rendu au siège de Winrock International à Morrilton (Arkansas, États-Unis d'Amérique), où il a rencontré son Directeur, M. Robert L. Thompson, ainsi que M. Avtar K. Kaul, Directeur de la Division des forêts et des ressources naturelles.

155. Le 13 juin, un fonctionnaire du Bureau de l'Union a donné un cours sur la protection des obtentions végétales dans le cadre du cours post-universitaire sur la propriété intellectuelle organisé par l'École polytechnique fédérale de Zurich (Suisse).

156. Le 10 juillet, le Secrétaire général adjoint a reçu la visite de M. Tony McRae, Chercheur principal, Bureau de la station d'expérimentation sucrière de Mackay (Queensland, Australie), et a examiné avec lui la protection des variétés de canne à sucre.

157. Le 8 août, le Secrétaire général adjoint a reçu la visite de M. Don Loch, Collaborateur scientifique principal (production des semences), Département des industries primaires du Queensland (Australie), qui menait une étude sur les incidences pratiques de la protection des obtentions végétales sur l'industrie des semences.

158. Le 3 septembre, le Bureau de l'Union a reçu la visite de M. Nobuto Iwata, Professeur associé à l'École de gestion de l'Université Aoyama Gakuin du Japon, et de M. Tamotsu Takase, Professeur à la faculté de droit de l'Université Tokay et membre du Comité de l'environnement de l'Agence pour l'environnement placée sous l'autorité du Premier Ministre.

159. Le 12 septembre, le Secrétaire général adjoint a été prié par M. Joe Cortes, Coordonnateur du Programme international sur les semences, de l'Université de l'État de l'Iowa des États-Unis d'Amérique, de fournir une aide de l'UPOV s'agissant des orateurs et de la documentation nécessaires à la tenue d'un atelier sur la protection des obtentions végétales pour les pays d'Amérique centrale.

160. Le 20 septembre, le Secrétaire général adjoint a présenté un exposé sur la protection internationale des obtentions végétales, à Brisbane (Australie), lors de *Seed Business '97*, le

Congrès de l'Association australienne de l'industrie des semences, dans le cadre d'une session consacrée à la propriété intellectuelle.

161. Le 1^{er} octobre, le Bureau de l'Union a reçu la visite de M. Carlos Correa, Directeur du Centre des recherches avancées de l'Université de Buenos Aires (Argentine).

162. Le 4 novembre, le Secrétaire général adjoint a reçu la visite de M. Anatole Krattiger, Directeur exécutif du *International Service for the Acquisition of Agri-Biotech Applications* (ISAAA), une institution dont le siège est à Ithaca (New York, États-Unis d'Amérique) et dont l'objectif est de faciliter le transfert de technologies vers les pays en développement.

IX. PUBLICATIONS

163. Le Bureau de l'Union a publié :

- a) une version révisée de la traduction en langue russe de l'Acte de 1991;
- b) des éditions mises à jour à chaque événement touchant à la composition de l'Union du dépliant contenant des informations sur l'UPOV et la protection des obtentions végétales en français, allemand, anglais et espagnol;
- c) trois numéros du périodique *Plant Variety Protection*;
- d) un supplément de la première partie de la "Collection des textes et documents importants" en français, allemand, anglais et espagnol, et un supplément trilingue de la deuxième partie (principes directeurs d'examen);
- e) six disques de série de la base de données centrale de l'UPOV *UPOV-ROM Plant Variety Database*.
- f) le compte rendu, en anglais, du séminaire technique sur l'examen des variétés de plantes tropicales et subtropicales en vertu de la Convention UPOV qui s'est tenu à Medan (Indonésie) du 5 au 7 décembre 1995.

164. Le site de l'UPOV sur l'Internet est devenu opérationnel le 5 décembre.

165. Le Conseil est invité à approuver le présent rapport.

[L'annexe suit]

ANNEXE

ÉTATS MEMBRES DE L'UNION
(au 31 décembre 1997)

État	Date de signature ⁴	Date de dépôt de l'instrument ^{1,5}	Date de prise d'effet ¹
Afrique du Sud	- - 23 octobre 1978 19 mars 1991	7 octobre 1977 7 octobre 1977 21 juillet 1981 -	6 novembre 1977 6 novembre 1977 8 novembre 1981 -
Allemagne	2 décembre 1961 10 novembre 1972 23 octobre 1978 19 mars 1991	11 juillet 1968 23 juillet 1976 12 mars 1986 -	10 août 1968 11 février 1977 12 avril 1986 -
Argentine	- - - -	- - 25 novembre 1994 -	- - 25 décembre 1994 -
Australie	- - - -	- - 1er février 1989 -	- - 1er mars 1989 -
Autriche	- - - -	- - 14 juin 1994 -	- - 14 juillet 1994 -
Belgique	2 décembre 1961 10 novembre 1972 23 octobre 1978 19 mars 1991	5 novembre 1976 5 novembre 1976 - -	5 décembre 1976 11 février 1977 - -
Canada	- - 31 octobre 1979 9 mars 1992	- - 4 février 1991 -	- - 4 mars 1991 -

⁴ *Première ligne* : Convention internationale pour la protection des obtentions végétales du 2 décembre 1961 ("Acte de 1961")
Deuxième ligne : Acte additionnel du 10 novembre 1972
Troisième ligne : Acte du 23 octobre 1978
Quatrième ligne : Acte du 19 mars 1991.

⁵ De ratification si l'État a signé l'Acte de 1961 ou l'Acte additionnel, selon le cas; de ratification, d'acceptation ou d'adhésion si l'État a signé l'Acte de 1978 ou l'Acte de 1991, selon le cas; d'adhésion s'il n'a pas signé le texte en cause.

C/32/2
Annexe, page 2

État	Date de signature ⁴	Date de dépôt de l'instrument ^{1,5}	Date de prise d'effet ¹
Chili	- - - -	- - 5 décembre 1995 -	- - 5 janvier 1996 -
Colombie	- - - -	- - 13 août 1996 -	- - 13 septembre 1996 -
Danemark	26 novembre 1962 10 novembre 1972 23 octobre 1978 19 mars 1991	6 septembre 1968 8 février 1974 8 octobre 1981 26 avril 1996	6 octobre 1968 11 février 1977 8 novembre 1981 -
Équateur	- - - -	- - 8 juillet 1997 -	- - 8 août 1997 -
Espagne	- - - 19 mars 1991	18 avril 1980 18 avril 1980 - -	18 mai 1980 18 mai 1980 - -
États-Unis d'Amérique	- - 23 octobre 1978 25 octobre 1991	- - 12 novembre 1980 -	- - 8 novembre 1981 -
Finlande	- - - -	- - 16 mars 1993 -	- - 16 avril 1993 -
France	2 décembre 1961 10 novembre 1972 23 octobre 1978 19 mars 1991	3 septembre 1971 22 janvier 1975 17 février 1983 -	3 octobre 1971 11 février 1977 17 mars 1983 -
Hongrie	- - -	- - 16 mars 1983 -	- - 16 avril 1983 -
Irlande	- - 27 septembre 1979 21 février 1992	- - 19 mai 1981 -	- - 8 novembre 1981 -
Israël	- - - 23 octobre 1991	12 novembre 1979 12 novembre 1979 12 avril 1984 3 juin 1996	12 décembre 1979 12 décembre 1979 12 mai 1984 -

C/32/2
Annexe, page 3

État	Date de signature ⁴	Date de dépôt de l'instrument ^{1, 5}	Date de prise d'effet ¹
Italie	2 décembre 1961 10 novembre 1972 23 octobre 1978 19 mars 1991	1er juin 1977 1er juin 1977 28 avril 1986 -	1er juillet 1977 1er juillet 1977 28 mai 1986 -
Japon	- - 17 octobre 1979 -	- - 3 août 1982 -	- - 3 septembre 1982 -
Mexique	- - 25 juillet 1979 -	- - 9 juillet 1997 -	- - 9 août 1997 -
Norvège	- - - -	- - 13 août 1993 -	- - 13 septembre 1993 -
Nouvelle-Zélande	- - 25 juillet 1979 19 décembre 1991	- - 3 novembre 1980 -	- - 8 novembre 1981 -
Paraguay	- - - -	- - 8 janvier 1997 -	- - 8 février 1997 -
Pays-Bas	2 décembre 1961 10 novembre 1972 23 octobre 1978 19 mars 1991	8 août 1967 12 janvier 1977 2 août 1984 14 octobre 1996	10 août 1968 11 février 1977 2 septembre 1984 -
Pologne	- - - -	- - 11 octobre 1989 -	- - 11 novembre 1989 -
Portugal	- - - -	- - 14 septembre 1995 -	- - 14 octobre 1995 -
République tchèque ⁶	- - - -	- - - -	- - 1er janvier 1993 -

⁶ Continuation de l'adhésion de la Tchécoslovaquie (instrument déposé le 4 novembre 1991; prise d'effet le 4 décembre 1991).

C/32/2
Annexe, page 4

État	Date de signature ⁴	Date de dépôt de l'instrument ^{1,5}	Date de prise d'effet ¹
Royaume-Uni	26 novembre 1962 10 novembre 1972 23 octobre 1978 19 mars 1991	17 septembre 1965 1er juillet 1980 24 août 1983 -	10 août 1968 31 juillet 1980 24 septembre 1983 -
Slovaquie ³	- - - -	- - - -	- - 1er janvier 1993 -
Suède	- 11 janvier 1973 6 décembre 1978 17 décembre 1991	17 novembre 1971 11 janvier 1973 1er décembre 1982 18 décembre 1997	17 décembre 1971 11 février 1977 1er janvier 1983 -
Suisse	30 novembre 1962 10 novembre 1972 23 octobre 1978 19 mars 1991	10 juin 1977 10 juin 1977 17 juin 1981 -	10 juillet 1977 10 juillet 1977 8 novembre 1981 -
Trinité-et-Tobago	- - - -	- - 30 décembre 1997 -	- - 30 janvier 1998 -
Ukraine	- - - -	- - 3 octobre 1995 -	- - 3 novembre 1995 -
Uruguay	- - - -	- - 13 octobre 1994 -	- - 13 novembre 1994 -

[34 États membres au 31 décembre 1997; 35 au 30 janvier 1998]

[Fin du document]

³ Continuation de l'adhésion de la Tchécoslovaquie (instrument déposé le 4 novembre 1991; prise d'effet le 4 décembre 1991).